

AÏN DEFLA

# L'association Inner Wheel chez les inadaptés mentaux de Miliana

*Le centre médical éducatif pour enfants inadaptés mentaux se niche sur la montagne de Sidi M'jahed, à 13 km de Miliana. Après une première visite effectuée en mai dernier, les membres du Club Inner Wheel, Alger lumières, ont mis le cap vers cette destination en cette journée frileuse de décembre.*

Dans leurs bagages, plusieurs lots d'effets vestimentaires, de couettes, de couches pour adultes et de denrées alimentaires. Ce centre qui comprend un réfectoire, des ateliers de travaux manuels et des dortoirs en forme de coupoles abrite 70 pensionnaires dont l'âge oscille entre 12 et 50 ans. Une équipe de psychiatres et psychologues entoure ces malades. «Ceux qui sont plus ou moins stabilisés poursuivent des activités manuelles comme la fabrication de poteries», nous révélera Samia, l'une des psychologues. Et d'insister : «Comme tout être humain, ils ressentent les choses et ont besoin d'un minimum de considération et de réconfort.» Nous sommes invités à visiter le pavillon des grabataires. Ici, se trouvent 17 femmes qui, en plus de leur maladie mentale, traînent un lourd handicap physique. Il faut avoir le cœur bien accroché pour supporter les cris de toutes ces âmes en peine, qui tendent les mains vers vous pour un peu de chaleur et qui expriment à leur façon leur joie de recevoir de la visite. Malika (42 ans), paralysée, ne quitte



Photo : S. I.

jamais son lit. Son visage buriné accuse une quinzaine d'années de plus que son âge réel. En nous voyant, ses traits s'éclairent d'un sourire lumineux. Par un mot gentil ou une caresse, les membres de l'association Inner Wheel apportent réconfort à toutes ces femmes et hommes qui semblent vivre dans une autre dimension. La plupart d'entre eux ne voient pratiquement plus leurs parents qui sont, apprend-on sur place, dans des conditions très précaires. Ce centre fonctionne grâce

au budget de l'Etat et à l'apport du mouvement associatif ainsi qu'aux dons des particuliers. L'hiver, les températures peuvent descendre en dessous de zéro degré. C'est dire combien ces pensionnaires ont besoin de couvertures et de vêtements chauds. Grâce à la générosité des âmes sensibles, l'association Inner Wheel, Alger Lumières, a pu acheminer tout un fourgon de produits de première nécessité. Une louable action que les membres de ce club se promettent de

réitérer comme nous l'ont affirmé les past et actuelle présidentes d'Inner Wheel. «Nous reprenons dès aujourd'hui notre travail de collecte afin de revenir bientôt !» En quittant les lieux, deux pensionnaires stabilisés ont tenu à nous chanter une chanson. Une manière de nous remercier de notre visite et de nous dire combien ils étaient contents. Ces inadaptés mentaux attendent toujours de l'aide. Ne les oublions pas.

Sabrial

BÉJAÏA

# La Confédération du patronat exige une meilleure distribution du ciment

*L'état de l'évolution des décisions prises à l'occasion de la rencontre patronat/administration a été le sujet majeur abordé lors d'un point de presse animé conjointement par Azzoug Djamel, président de la Cap de Béjaïa, et Kamel Louiba, responsable du bureau de wilaya de la fédération du BTPH.*

Lors de son intervention, le président de la CAP notera une «sensible amélioration» dans la prise en charge des situations vécues par quelques entreprises locales dans la mise en œuvre des projets de développement, citant au passage les contraintes liées au programme LSP. Le président de la Cap a aussi soulevé les situations des zones industrielles et les zones d'activités en souffrance à travers la wilaya de Béjaïa. La Cap a transmis un état détaillé de l'ensemble des problèmes rencontrés dans les zones d'activités de la wilaya, a-t-on souligné. Il s'agit, entre autres, de la régularisation de la situation du foncier des ZAC constituant un handicap majeur pour la délivrance des actes au profit d'une grande majorité des investisseurs de la wilaya. Le traitement des eaux usées, le raccordement à la voie ferrée, l'éclairage public, la sécurité et le raccordement en gaz de ville et l'entretien des infrastructures communes dans les différentes ZAC ont été autant de points noirs

exposés par le patronat auprès de l'administration de wilaya, selon Djamel Azzoug, tout en exprimant sa satisfaction d'apprendre que le dossier de ces zones d'activités a été transmis par la direction des mines et de l'industrie au ministère de tutelle pour «étude». Les patrons de Béjaïa ont également réclamé auprès de la première autorité de la wilaya d'introduire une dérogation pour l'extraction du TVO et du sable dans les oueds après son interdiction par le ministère de l'Hydraulique. Le problème de la création de carrières dans plusieurs localités de la wilaya, qui soulève à chaque fois une vive réaction des populations locales, a été également abordé par les confédéranciers. Ces derniers affirment ne pas comprendre la réaction des citoyens sachant, selon eux, que «l'implantation des carrières répond à des critères prenant en charge la protection de l'environnement et la sécurité des populations».

Les patrons de Béjaïa ont, à l'occasion, réitéré la proposition de la création d'un observatoire national des prix pour réguler le marché et faire échec aux spéculateurs. S'agissant de l'actualisation et la révision des prix, et compte tenu des variations imprévisibles qui caractérisent le marché des matériaux, et afin de ne pas pénaliser les entreprises et les projets, l'option «de marché actualisable et révisable doit être systématiquement adoptée».

«Les modalités d'actualisation et de révision seront arrêtées en commun accord par les deux parties contractantes. Il y a lieu à cet effet d'appliquer les articles 52, 53 et 54 du code des marchés», ont réclamé les patrons de Béjaïa dans leur document transmis aux pouvoirs publics portant contraintes et propositions dans l'exécution des marchés publics. Les professionnels du bâtiment ont aussi exigé une totale transparence dans la distribution du ciment et une répartition équitable entre les entreprises réalisant les grands travaux.

Il convient de noter que 300 000 tonnes de ciment ont été acheminées à bord d'un cargo battant pavillon turc, la semaine écoulée à Béjaïa, destinés à servir quelque neuf wilayas de l'est algérien. Un responsable de l'ERCE de Béjaïa a indiqué que cette cargaison de ciment est destinée aux entreprises réalisatrices de gros chantiers dans le secteur des travaux publics et du bâtiment à Sétif, Béjaïa, Annaba, Batna... En phase de mise à sac, la distribution des quotas est programmée pour la fin du mois de décembre courant en précisant que le prix variera entre 300 et 360 DA le sac. Une quantité qui reste néanmoins en deçà des besoins des entreprises, ont estimé les responsables de la Cap de Béjaïa.

A. Kersani

BORDJ-BOU-ARRERIDJ

# Dix membres d'une même famille en grève de la faim

*Dix membres d'une même famille dont le père et la mère, tous deux sexagénaires, la grand-mère et sept enfants, résidant à El-Arch, une petite agglomération sise du côté d'El-Achir, sont en grève de la faim depuis deux semaines.*

Pour cause, cette pauvre famille avait reçu l'ordre d'évacuer son domicile par les forces de l'ordre, qui étaient venues appliquer une décision de justice. Mais face à l'intervention massive des citoyens du douar qui n'ont pas hésité un moment à venir en aide à des personnes qu'ils jugent lésées par la justice, la police était dans l'impossibilité

d'exécuter l'ordre du tribunal. A l'origine du conflit en question, l'ex-propriétaire de la demeure qui avait vendu son bien à l'actuel propriétaire, en 2003, en la présence de témoins dont les noms figurent sur un acte traditionnellement consenti. En ce sens, le chef de famille avait versé une partie du montant de vente, en attendant de payer la totalité

de la somme, une fois l'acte administratif établi. Malheureusement, croyant que c'était chose faite, en 2008, l'acheteur fut surpris par un changement d'attitude du vendeur, qui s'est retourné contre lui, lui ordonnant de quitter la maison qu'il occupe, et sans contre-partie aucune, sous la menace d'un huissier de justice. Devant la complexité de la situation, le P/APC d'El-Achir et l'imam du douar, ainsi que quelques sages, avaient entrepris une tentative de réconciliation entre les deux parties, mais, malheureusement, le cas en question

semble les dépasser. En tout cas, dans une pétition signée par une bonne partie des habitants d'El-Arch, il a été clairement expliqué que le vendeur serait bénéficiaire d'un logement social à El-Achir, même sur la base formelle d'un document certifiant qu'il n'est bénéficiaire d'aucun bien foncier. Quoi qu'il en soit, l'on retiendra que la grève de la faim commence à avoir de sérieux effets sur la santé notamment des personnes âgées, à savoir la grand-mère et les parents.

Saâdène Ammara

BÉCHAR

# Fermeture de l'usine d'eau de Mougheul

Moins de six mois après son inauguration, l'usine d'eau de source de Mougheul a été officiellement fermée, jeudi, par arrêté du wali.

Le chef de l'exécutif aurait été induit en erreur par ses proches collaborateurs, lors de l'inauguration au mois de juin dernier. Ces derniers n'ont effectué de vérification ni sur les documents officiels ni sur l'infrastructure. Ils se sont contentés des règles protocolaires, du thé et tout ce qui va avec et de l'applaudimètre, ignorant royalement la réglementation qui reste heureusement entre les mains des services de sécurité qui ont découvert le pot aux roses. Mougheul est une petite commune à vocation agricole, située à 40 km au nord de la ville de Béchar.

Les raisons de cette subite et surprenante décision de fermeture, prise par le wali, sont multiples et diverses. Une source affirme que cette usine avait ouvert et entamé ses activités, alors qu'elle ne dispose même pas de certificat de conformité, un document essentiel et obligatoire pour ce genre de commerce. Une grave erreur qui illustre, clairement, la défaillance de certains instruments de contrôle de l'Etat à Béchar. Aussi, il n'existe dans cet établissement ni sanitaires pour la quarantaine de travailleurs qui y exercent ni laboratoire pour effectuer les analyses de l'eau avant de la commercialiser.

On a appris également que l'eau était pompée à partir d'un forage (F2) appartenant à l'Etat et destiné à alimenter, notamment, la population de cette localité. Même si la santé des consommateurs n'était, visiblement, pas exposée à des risques, étant donné que cette eau est distribuée aux ménages à travers le réseau domestique, il convient de se demander, cependant, sur quelle base elle a été classée eau de source par le ministère des Ressources en eau. Des spécialistes parlent, tout simplement, d'eau peu minéralisée ou d'eau plate. Tout porte à croire que le ministre a, lui aussi, été induit en erreur. On ignore pour l'instant le niveau des complicités.

Celui-ci sera certainement dévoilé par l'enquête en cours. Il faut aussi signaler qu'une partie de la ville de Béchar est alimentée en eau potable à partir de ce site. Ce qui veut dire, si on se réfère à l'arrêté du ministère, qu'une partie des Bécharis consomme de l'eau de source à travers le robinet. Sacrés Bécharis ! Aussi, plusieurs organismes avaient établi des conventions avec cette usine, notamment des hôtels et la wilaya qui se faisait livrer plusieurs milliers de bouteilles par mois. Sur place, les habitants de Mougheul, qui n'ont pas cessé de manifester leur désaccord sur ce projet à travers des pétitions, avaient bien accueilli la mesure prise par le wali ce jeudi. «Le niveau des puits a sensiblement baissé au cours de cette année en raison du transfert sur Béchar et du pompage de cette usine. Ici, nous survivons grâce à l'agriculture et ces deux projets sont venus nous menacer», nous dira un agriculteur en colère, avant de conclure : «Dieu a puni les responsables de l'hydraulique qui nous ont créé ce problème.

Une partie est en prison et l'autre va suivre.» C'est dire l'animosité que nourrissent certains Moughlis à l'égard des initiateurs de ces deux projets. L'enquête lancée par les services de la sûreté de wilaya dévoilera, sans aucun doute, les tenants et les aboutissants de cette affaire.

Lies Mourad